

Administrative Files

Airlifts

<ADM/450/6/1 - Air Congo/Sahara - Copies of Contracts

29/06/1961 - 06/11/1963

PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER

UN ARCHIVES

SERIES 5-0731

BOX 7

FILE 5

ACC. DAG 13/1-6-60

# INTAIR

S.A.

**AEROPORT D'ANVERS  
ANVERS 1  
BELGIQUE**

V/REF.

N/REF. PWB/JD-31.090

Monsieur H. SANGARA, Président  
AIR-CONGO.

5, Mont des Arts.  
BRUXELLES 1.

Anvers, le 6 novembre 1963.

Monsieur le Président,

Je vous remercie d'avoir eu l'amabilité de me recevoir récemment et d'avoir bien voulu analyser avec moi les possibilités qui seraient offertes pour l'achat d'avions HS.748 par AIR-CONGO.

J'ai pris quelques renseignements à Londres, au sujet du financement possible et je me trouve dans l'obligation de vous confirmer ce que je vous avais déjà dit de vive voix.

Le Marché londonien a négocié un prêt avec le Gouvernement congolais pour une somme de 35 millions de livres. Cette somme semble être un plafond actuel et la cité de Londres a tendance à croire qu'un financement tel que celui qui serait nécessaire, devrait être inclus dans la somme de 35 millions qui a été autorisée. On ne peut pas dire qu'il serait impossible de négocier une somme supplémentaire, mais il est évident que ceci serait considéré comme une seconde hypothèque et, de ce fait, serait difficile à obtenir et le taux d'intérêt payable aurait tendance à être notablement supérieur au taux négocié par le Gouvernement congolais.

Si vos autorités pouvaient donc autoriser le financement de ces avions à l'intérieur du prêt déjà consenti, l'opération en deviendrait d'autant plus facile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma plus haute considération.

P.W. BURTON.







S.A.

AEROPORT D'ANVERS  
ANVERS 1  
BELGIQUE

Monsieur H. SANGARA, Président  
AIR-CONGO.

V/REF.

N/REF. PWB/JD-31.090

5, Mont des Arts.  
BRUXELLES 1.

Anvers, le 6 novembre 1963.

Monsieur le Président,

Je vous remercie d'avoir eu l'amabilité de me recevoir récemment et d'avoir bien voulu analyser avec moi les possibilités qui seraient offertes pour l'achat d'avions HS.748 par AIR-CONGO.

J'ai pris quelques renseignements à Londres, au sujet du financement possible et je me trouve dans l'obligation de vous confirmer ce que je vous avais déjà dit de vive voix.

Le Marché londonien a négocié un prêt avec le Gouvernement congolais pour une somme de 35 millions de livres. Cette somme semble être un plafond actuel et la cité de Londres a tendance à croire qu'un financement tel que celui qui serait nécessaire, devrait être inclus dans la somme de 35 millions qui a été autorisée. On ne peut pas dire qu'il serait impossible de négocier une somme supplémentaire, mais il est évident que ceci serait considéré comme une seconde hypothèque et, de ce fait, serait difficile à obtenir et le taux d'intérêt payable aurait tendance à être notablement supérieur au taux négocié par le Gouvernement congolais.

Si vos autorités pouvaient donc autoriser le financement de ces avions à l'intérieur du prêt déjà consenti, l'opération en deviendrait d'autant plus facile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma plus haute considération.

P.W. BURTON.



CONVENTION DE COOPERATION

SABENA / AIR CONGO.

--- oOo ---

## CONVENTION DE COOPERATION.

- - - - -

La SABENA, dont le siège social est établi à Bruxelles, 35 rue Cardinal Mercier, représentée par MM.

et

AIR CONGO, société par actions à responsabilité limitée, dont le siège social est établi à Léopoldville, représentée par MM.

CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

### Article 1.

AIR CONGO charge la SABENA, qui accepte, de lui apporter, moyennant une juste rémunération, toute l'assistance requise pour permettre à AIR CONGO d'exploiter les transports aériens réguliers et non réguliers à l'intérieur ainsi qu'au départ et à destination du Congo dont elle est chargée par le Congo, et de développer ses exploitations propres.

### Article 2.

2.1. La SABENA s'engage, en qualité d'entrepreneur général, à exécuter pour le compte d'AIR CONGO, les programmes d'exploitation arrêtés par le conseil d'administration d'AIR CONGO. Ces programmes définiront notamment les lignes à exploiter, les fréquences prévues et les horaires applicables.

Elle s'engage également à effectuer les vols non réguliers dont AIR CONGO la chargera.



2.2. Les prestations ainsi fournies par la SABENA le sont sous la dénomination d'AIR CONGO, laquelle est mentionnée sur les avions, véhicules, bâtiments, uniformes et documents utilisés à cette fin.

2.3. La SABENA ne peut décliner l'exécution d'une demande d'AIR CONGO que si cette exécution comporte des risques ou des difficultés d'ordre technique ou opérationnel.

### Article 3.

Les tarifs des lignes internationales régulières sont soumis aux normes adoptées par l'Association du Transport Aérien International (I.A.T.A.).

### Article 4.

4.1. La totalité des recettes produites par les exploitations d'AIR CONGO est attribuée à AIR CONGO qui supporte, d'autre part, les dépenses afférentes à ces exploitations.

4.2. Les recettes encaissées par la SABENA pour le compte d'AIR CONGO sont versées mensuellement à cette dernière.

### Article 5.

5.1. Toutes les prestations et fournitures effectuées par l'une des parties ou à son intervention dans le cadre de la présente convention, donnent lieu au remboursement de toutes les dépenses généralement quelconques exposées, y compris les frais généraux.

5.2. Les dépenses ainsi exposées sont établies par la comptabilité du créancier, laquelle peut être examinée sans déplacement par les représentants accrédités de l'autre partie.

5.3. Les sommes dues produisent un intérêt de 6 % l'an à partir de l'échéance fixée au dernier jour du mois suivant le mois pendant lequel a été envoyée la facture ou le relevé de compte.

### Article 6.

6.1. Les transports prévus au programme d'exploitation d'AIR CONGO, ainsi que les transports non réguliers ou supplémentaires sont effectués ;

- soit au moyen d'aéronefs appartenant à AIR CONGO ;
- soit au moyen d'aéronefs pris en location par AIR CONGO.

6.2. Les aéronefs utilisés par ou pour AIR CONGO portent le pavillon congolais ainsi que la dénomination et les marques AIR CONGO.

6.3. Les aéronefs dont le poids total au décollage est égal ou supérieur à 15.000 livres sont fournis par la SABENA ou à son intervention.

6.4. Le matériel volant fourni par la SABENA l'est sur base d'une location "coque nue", laquelle est rémunérée à l'heure de vol en fonction du type d'aéronef loué et d'un nombre minimum d'heures de vol par mois.

6.5. Le matériel volant appartenant à AIR CONGO ou fourni par la SABENA est entretenu et révisé par la SABENA aux frais d'AIR CONGO.

6.6. AIR CONGO bénéficie, à conditions égales, d'un droit de préférence pour l'acquisition des aéronefs donnés en location par la SABENA.

6.7. Les carburants, lubrifiants et autres ravitaillements nécessaires aux exploitations d'AIR CONGO sont fournis à l'intervention de la SABENA.

#### Article 7.

7.1. La SABENA s'engage à apporter toute l'aide possible à AIR CONGO pour la sélection et la formation de personnel qualifié, spécialement de personnel navigant et de personnel technique, en vue d'augmenter autant et aussi rapidement que faire se pourra, la proportion de travailleurs congolais employés par AIR CONGO, conformément à un programme établi de commun accord entre les parties, en vue de permettre à AIR CONGO d'assumer dans un délai à convenir et aussi bref que possible, la responsabilité de la gestion technique et opérationnelle.

7.2. Le programme de sélection et de formation est établi par une commission composée de deux représentants d'AIR CONGO (préalablement agréés en cette qualité par le Ministre ayant l'Aéronautique civile dans ses attributions) et de deux représentants de la SABENA.

Le programme initial sera établi dans les trois mois de la conclusion de la présente convention et son exécution sera immédiatement entreprise.

La commission créée en vertu du présent article surveillera l'exécution du programme et y apportera les aménagements exigés par les circonstances. Elle réunira tous les éléments d'appréciation utiles en vue de conseiller les parties sur la date à laquelle la responsabilité de la gestion technique et opérationnelle pourra être transférée en tout ou en partie à AIR CONGO.



7.3. Pour faciliter l'exécution du programme de sélection et de formation, la SABENA :

- a) délègue à AIR CONGO et aux frais de celle-ci, les personnes qu'elle juge compétentes pour faciliter la réalisation de ce programme, après agrégation de celles-ci par AIR CONGO ;
- b) accepte en stage dans ses installations, notamment dans ses écoles de pilotage et ateliers, des membres du personnel d'AIR CONGO.

#### Article 8.

Pour l'exécution de la présente convention, les parties se consultent mutuellement en matière d'organisation, d'administration, de financement, de comptabilité, d'opérations aériennes, terrestres et industrielles, d'achat, vente et location d'aéronefs et autres équipements ainsi qu'en matière de programmation des exploitations, ainsi que d'obtention, d'octroi et d'utilisation des droits de trafic en service régulier ou non.

#### Article 9.

9.1. La SABENA confie à AIR CONGO sa représentation au Congo. AIR CONGO confie à la SABENA sa représentation dans les pays autres que le Congo.

Les parties s'accordent réciproquement de ce chef la qualité d'agent général et les commissions autorisées par l'Association Internationale du Transport Aérien (I.A.T.A.).

9.2. La SABENA et AIR CONGO peuvent cependant toutes deux ouvrir ou maintenir dans les pays ou villes de leur choix tous établissements destinés à la promotion de leurs activités et notamment à la vente de leurs titres de transport.

#### Article 10.

Aux escales "tête de ligne" au Congo (actuellement Léopoldville, Stanleyville et Elisabethville) et aux escales en dehors du territoire congolais, les prestations d'assistance (ramp et handling) requises par AIR CONGO pourront être fournies par la SABENA ou à son intervention.

#### Article 11.

11.1. La présente convention entre en vigueur au jours de sa signature.



11.2. La convention est conclue pour une durée initiale de six ans, renouvelable par tacite reconduction pour des périodes de deux en deux ans, sauf préavis signifié par lettre recommandée un an au moins avant l'échéance.

11.3. La commission créée conformément à l'article 7.2 de la présente convention réunira tous les éléments d'appréciation utiles pour conseiller les parties sur les amendements à apporter de commun accord à la présente convention, notamment en vue de l'adapter à l'évolution technique et commerciale des exploitations d'AIR CONGO.

#### Article I2.

AIR CONGO demandera aux autorités compétentes de la République du Congo d'accorder à la SABENA les facilités nécessaires à l'exécution de la présente convention.

Au cas où les autorités congolaises compétentes n'accorderaient pas à la SABENA ou lui retireraient l'autorisation d'exporter du Congo la part des recettes qu'elle y a réalisées et qui lui est nécessaire en devises étrangères pour maintenir ou développer ses activités au Congo, la SABENA pourra, soit suspendre l'exécution de ses obligations envers AIR CONGO, soit résilier ses conventions avec AIR CONGO, dans les deux cas, moyennant un préavis de trente jours donné par lettre recommandée à la poste, et sans que la SABENA soit, de l'un des deux chefs, tenue à une indemnité quelconque.

#### Article I3.

Les droits et obligations découlant de la présente convention ne peuvent pas être cédés, sous quelque forme que ce soit, par une des parties sans le consentement préalable et écrit de l'autre.

#### Article I4.

I4.1. Tout litige qui surgirait entre parties relativement à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera réglé par voie d'arbitrage.

I4.2. Chacune des parties désignera son arbitre dans le mois qui suivra la demande écrite formulée par celle des parties qui aura décidé de recourir à l'arbitrage.

I4.3. A défaut par l'une des parties de désigner son arbitre dans ce délai, il sera suppléé à cette carence par le Président du Tribunal de Première Instance de Léopoldville, qui désignera un arbitre pour représenter la partie défaillante.

I4.4. Les arbitres statueront en appliquant le droit en vigueur au Congo, dans la mesure où il n'y est pas dérogé par les statuts d'AIR CONGO et les conventions des parties.

Ils seront dispensés de respecter les règles de procédure ; la décision arbitrale devra intervenir dans les trois mois de la signature du compromis arbitral.

I4.5. En cas de partage entre les arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le directeur général de l'Association Internationale du Transport Aérien (I.A.T.A.) et statuera à son tour dans les trois mois de sa désignation.

I4.6. La décision des arbitres et tiers arbitres sera définitive et ne pourra être attaquée par aucune voie de droit.

Article I5.

Les questions qui ne sont pas réglées par la présente convention seront résolues en s'inspirant de l'esprit de la convention ainsi qu'il est défini ci-dessus, notamment à l'article 1.

Fait en deux originaux à Léopoldville,  
le

29 JUIN 1961



AIR CONGO

Société par actions à responsabilité limitée

Entre les soussignés : -----  
1°) de première part, la République du Congo représentée valablement par : -----

-----  
2°) de deuxième part, la "Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne" "SABENA", société anonyme ayant son siège social à Bruxelles, rue Cardinal Mercier numéro trente-cinq ; -----  
Société constituée suivant acte reçu par Maîtres VANISTERBEEK et POELAERT, notaires à Bruxelles, le vingt-trois mai mil neuf cent vingt-trois (annexes du Moniteur belge du neuf juin suivant, acte numéro 6706), dont les statuts approuvés par la loi du vingt-six avril mil neuf cent vingt-trois, publiés au Moniteur belge le dix-sept mai suivant, ont été modifiés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant procès-verbaux dressés par le prénommé notaire VANISTERBEEK : -----

-----  
Le premier décembre mil neuf cent vingt-six (annexes du Moniteur belge du vingt-cinq du même mois, acte numéro 13473) ; modifications autorisées par arrêté royal du treize octobre mil neuf cent vingt-six, publié au Moniteur belge du vingt-deux du même mois, -----

-----  
Le seize novembre mil neuf cent vingt-sept (annexes du Moniteur belge du trente du même mois, acte numéro 14096); modifications autorisées par la loi du seize août mil neuf cent vingt-sept, publiée au Moniteur belge du vingt-deux du même mois, -----

-----  
Le vingt-huit juin mil neuf cent vingt-neuf (annexes du Moniteur belge du treize juillet suivant, acte numéro 11706); modifications autorisées par la loi du vingt-cinq mai mil neuf cent vingt-neuf, publiée au Moniteur belge des dix-sept/dix-huit juin suivant, -----

-----  
Le neuf février mil neuf cent trente-huit (annexes du Moniteur belge du vingt-six du même mois, acte numéro 1642); modifications autorisées par la loi du quatorze janvier mil neuf cent trente-huit, publiée au Moniteur belge des dix-sept/dix-huit du même mois, -----

-----  
Et le huit mars mil neuf cent trente-neuf (annexes du Moniteur belge du vingt-quatre du même mois, acte numéro 2987); modifications autorisées par la loi du vingt et un février mil neuf cent trente-neuf, publiée au Moniteur belge du deux mars suivant, -----

-----  
Et suivant procès-verbaux dressés par le notaire MULLER VANISTERBEEK, à Bruxelles : -----

-----  
Le quatorze juin mil neuf cent quarante-neuf (annexes du Moniteur belge des quatre/cinq juillet suivant, acte numéro 14718); modifications autorisées par la loi du six avril mil neuf cent quarante-neuf, publiée au Moniteur belge du vingt et un du même mois, -----  
-----

Premier  
folia



-----  
Le treize décembre mil neuf cent cinquante-cinq (annexes du Moniteur belge du douze janvier mil neuf cent cinquante-six, acte numéro 835); modifications autorisées par la loi du dix-huit août mil neuf cent cinquante-cinq, publiée au Moniteur belge du deux septembre suivant. -----

-----  
Et le quinze décembre mil neuf cent cinquante-huit (annexes du Moniteur belge du premier janvier mil neuf cent cinquante-neuf, acte numéro 56); modifications autorisées par la loi du neuf avril mil neuf cent cinquante-huit, publiée au Moniteur belge du sept mai suivant. -----

-----  
Le vingt-huit juin mil neuf cent soixante (annexes du Moniteur belge du treize août suivant, acte numéro 24195); modifications autorisées par la loi du vingt-trois juin mil neuf cent soixante, publiée au Moniteur belge du vingt-cinq du même mois. -----

-----  
Représentée et valablement engagée selon constitution de mandataires spéciaux faite conformément à l'article vingt-trois de ses statuts sociaux, devant Maître Paul MULLER VANISTERBEEK, notaire résidant à Bruxelles, par : -----

Deuxième  
folio

-----  
3°) de troisième part, la "Société pour le financement et pour la location d'avions" "AIR-BROUSSE", société de personnes à responsabilité limitée ayant son siège social à Léopoldville, avenue des Aviateurs numéro douze, dont les statuts ont été publiés par extraits à la deuxième partie du Bulletin Administratif du Congo belge numéro trente du vingt-trois juillet mil neuf cent cinquante-cinq, pages mil trois cent nonante-huit et mil trois cent nonante-neuf, représentée et valablement engagée conformément auxdits statuts par : -----

-----  
4°) de quatrième part, la "Société pour l'exploitation de la navigation aérienne AIR-BROUSSE - LEO", société de personnes à responsabilité limitée ayant son siège social à Léopoldville, dont les statuts ont été publiés par extraits à la deuxième partie du Moniteur congolais numéro trente-quatre du vingt-deux août mil neuf cent soixante, pages deux mil quatre cent douze et deux mil quatre cent treize, représentée et valablement engagée conformément auxdits statuts par : -----  
  
-----



-----  
5°) de cinquième part, la "Société pour l'exploitation de la navigation aérienne AIR-BROUSSE au Kasai", en abrégé "AIR-BROUSSE - KASAI", société de personnes à responsabilité limitée ayant son siège social à Luluabourg, aérodrome de Luluabourg, dont les statuts ont été publiés par extraits à la deuxième partie du Moniteur congolais numéro trente-trois du quinze août mil neuf cent soixante, pages deux mil trois cent seize et deux mil trois cent dix-sept, représentée et valablement engagée conformément auxdits statuts par : -----

-----  
6°) de sixième part, la "Société pour l'épandage et la pulvérisation aérienne", en abrégé "S.E.P.A.", société de personnes à responsabilité limitée ayant son siège social à Léopoldville, dont les statuts ont été publiés par extraits à la deuxième partie du Moniteur congolais numéro trente-quatre du vingt-deux août mil neuf cent soixante, pages deux mil quatre cent treize et deux mil quatre cent quatorze, représentée et valablement engagée conformément auxdits statuts par : -----

Troisième  
folio

-----  
7°) et de septième part, la "Société belge de Transports par Air", en abrégé "SOBELAIR", société anonyme ayant son siège social à Bruxelles, rue de l'Association numéro un, inscrite au registre du commerce de Bruxelles sous le numéro 196.804, constituée sous la dénomination "Société d'Etude de Transports Aériens" suivant acte reçu par Maître VAN HALTEREN, notaire à Bruxelles, le trente et un juillet mil neuf cent quarante-six (annexes du Moniteur belge du vingt et un août suivant, numéro 16887); statuts modifiés suivant procès-verbaux dressés par Maître VAN HALTEREN, notaire prénommé, le douze novembre mil neuf cent quarante-six (annexes du Moniteur belge du quatre décembre suivant, numéro 21584); par le même notaire, le onze février mil neuf cent quarante-sept (annexes du Moniteur belge du vingt-deux du même mois, numéro 2735) et par Maître SCHEYVEN, notaire à Bruxelles, le vingt-sept octobre mil neuf cent quarante-sept (annexes du Moniteur belge des seize/dix-sept/dix-huit novembre suivant, numéro 20472) ; -----  
Représentée et valablement engagée selon constitution de mandataire spécial faite conformément à l'article dix-sept de ses statuts sociaux, devant Maître Paul MULLER VANISTERBEEK, notaire résidant à Bruxelles, par : -----  
  
-----

-----  
Vu le décret-loi du six juin mil neuf cent soixante et un autorisant  
la constitution de la Compagnie aérienne nationale d'exploitation  
aérienne "AIR CONGO" ; -----

-----  
Il est convenu de créer une société par actions à responsabilité  
limitée dont les statuts suivent : -----  
-----

Quatrième  
folio



## Statuts d' AIR CONGO

### Société par actions à responsabilité limitée

#### TITRE UN - Dénomination, objet et durée de la société.

##### ARTICLE UN.

Il est formé une société par actions à responsabilité limitée sous la dénomination d' AIR CONGO. Cette société est constituée sous le régime de la législation en vigueur au Congo.

##### ARTICLE DEUX.

Le siège social est établi à Léopoldville. Il peut être transféré en toute autre localité du Congo par décision du conseil d'administration.

Par décision du conseil d'administration, la société peut établir en tout endroit des sièges administratifs, succursales et agences.

Le transfert du siège social et celui du ou des sièges administratifs seront publiés par avis inséré, sauf le cas de force majeure, dans le journal officiel congolais.

##### ARTICLE TROIS.

La société a pour objet : l'exploitation de tous services publics ou privés, réguliers ou non, le transport par aéronefs des voyageurs, des marchandises et des objets de correspondance ; l'étude, l'acquisition, la gestion, l'entretien, l'exploitation, la vente, le remplacement, etc... du matériel de transport aérien, des services terrestres correspondant aux besoins de la société et, dans la mesure des possibilités, aux besoins d'autres sociétés ou particuliers qui désireraient y recourir, services comprenant entre autres l'alimentation du matériel de transport en combustibles et lubrifiants, le dépannage, les secours, la réparation et l'entretien du matériel de transport, le transport par voie de terre entre aérodromes et villes des voyageurs, des marchandises, de correspondance; l'exploitation de tous services annexes aux transports proprement dits, tels que photographie, cartographie, publicité, etc.

La société peut faire toutes opérations se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social tel qu'il est déterminé ci-dessus ou qui seraient susceptibles d'en faciliter ou d'en favoriser la réalisation.

Elle peut étendre son activité à toutes opérations ou entreprises industrielles, civiles ou commerciales, relatives ou connexes, directement ou indirectement, à l'aéronautique et aux transports aériens.

Elle peut s'intéresser dans d'autres entreprises, associations ou sociétés ayant un objet similaire ou connexe, et ce aux conditions requises pour la modification aux statuts.

##### ARTICLE QUATRE.

La société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours à la date d'approbation de ses statuts.

Elle peut être dissoute par anticipation ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les conditions requises pour la modification aux statuts.



TITRE DEUX - Fonds social, apports, actions et actionnaires.

ARTICLE CINQ.

Le capital social est fixé à 200 (deux cents) millions de francs. Il est représenté par 400.000 (quatre cent mille) actions d'une valeur nominale de 500, - Fr. (cinq cents francs) chacune.

ARTICLE SIX.

A. Les actions représentant le capital social sont souscrites par les fondateurs suivants :

1. Le Congo : 260.000 (deux cent soixante mille) actions, soit 130.000.000, - Fr. (cent trente millions de francs)
2. La Sabena : 120.000 (cent vingt mille) actions, soit 60.000.000, - Fr. (soixante millions de francs)
3. Air-Brousse : 10.000 (dix mille) actions, soit 5.000.000, - Fr. (cinq millions de francs)
4. Air-Brousse - Léo : 2.000 (deux mille) actions, soit 1.000.000, - Fr. (un million de francs)
5. Air-Brousse - Kasai : 2.000 (deux mille) actions, soit 1.000.000, - frs. (un million de francs)
6. La S.E.P.A. : 1.000 (mille) actions, soit 500.000, - Fr. (cinq cent mille francs)
7. Sobelair : 5.000 (cinq mille) actions, soit 2.500.000, - Fr. (deux millions cinq cent mille francs).

B. Chaque action est libérée d'un cinquième au moment de la souscription. Les actions non entièrement libérées le seront conformément à l'article neuf des présents statuts.

La libération s'effectue par versements en numéraire.

Toutefois, les fondateurs pourront libérer, en tout ou en partie, les actions souscrites par eux par des apports effectifs.

ARTICLE SEPT.

Le Congo charge la société de l'exploitation des transports aériens réguliers et non réguliers, à l'intérieur du Congo. Il charge également la société de l'exploitation des transports aériens internationaux, réguliers et non réguliers, sous réserve des autorisations de trafic international accordées ou à accorder par la République du Congo à titre de réciprocité à des compagnies étrangères.

La société est chargée d'exploiter ces transports pour toute sa durée, aux conditions d'une convention à intervenir entre le Congo et la société.

Sous réserve de ses besoins propres, le Congo autorise la société à utiliser les installations constituant l'infrastructure des lignes aériennes, telles que aéroports avec voies d'accès, abris pour matériel volant, installations postales, douane, etc., existant ou à créer au Congo.

En outre, sauf convention contraire, l'utilisation de l'infrastructure est rémunérée par la société, conformément aux tarifs en vigueur.

ARTICLE HUIT.

Le capital social peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts.

Lors de toute augmentation du capital social, les nouvelles actions qui seraient à souscrire seront offertes par préférence aux actionnaires au prorata de leur intérêt social au jour de l'émission, dans le délai et aux conditions fixées par le conseil d'administration.



Septième  
folio

Le conseil d'administration aura, dans tous les cas, la faculté de passer, aux clauses et conditions qu'il avisera, des conventions destinées à garantir la souscription de tout ou partie des actions à émettre.-----

La libération des actions nouvelles pourra se faire en espèces ou par voie d'apports effectifs, aux conditions à fixer par le conseil d'administration.-----

#### ARTICLE NEUF.-----

Le conseil d'administration fait les appels de fonds sur les actions non entièrement libérées au moment de leur souscription, détermine les époques des versements et en fixe le montant dans un avis envoyé par lettre recommandée au moins trente jours avant l'époque fixée pour le versement.-----

L'actionnaire qui, après l'expiration de ce préavis, est en retard de satisfaire à tout versement appelé sur les actions, doit bonifier à la société des intérêts calculés à cinq pour cent l'an à dater du jour de l'exigibilité du versement.-----

Le conseil d'administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipation ; dans ce cas, il détermine les conditions auxquelles les versements anticipés sont admis.-----

L'exercice du droit de vote afférent aux actions sur lesquelles les versements n'ont pas été opérés sera suspendu aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles, n'auront pas été effectués.-----

#### ARTICLE DIX.-----

Les souscripteurs restent tenus envers la société, malgré les cessions qu'ils pourraient consentir, du montant intégral de leur souscription.-----

La société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.-----

Les acomptes versés par un actionnaire en retard sont imputés sur l'ensemble des actions qu'il possède et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.-----

#### ARTICLE ONZE.-----

Toutes les actions restent nominatives jusqu'à leur entière libération et jusqu'à ce que le conseil d'administration en autorise la conversion, en tout ou en partie, en titres au porteur, étant entendu que tous les actionnaires sont alors traités sur un pied d'égalité.-----

Aucun transfert d'action nominative ne peut avoir lieu si ce n'est en vertu d'une décision spéciale, pour chaque cession, du conseil d'administration et au profit d'un cessionnaire agréé par lui.-----

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après que la fondation de la société aura été autorisée.-----

Les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tout titre conférant directement ou indirectement le droit à ces actions, ne sont négociables que dix jours après la publication du deuxième bilan annuel qui suit leur création.-----

#### ARTICLE DOUZE.-----

Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions.-----

S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, l'exercice du droit y afférent est suspendu jusqu'à ce que l'un d'eux ait été désigné comme propriétaire à l'égard de la société.-----



Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.-----

### TITRE TROIS - Administration et surveillance de la société.-----

#### ARTICLE TREIZE.-----

La société est administrée par un conseil composé de onze administrateurs, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.-----

Parmi les onze administrateurs, sept sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires sur proposition du Congo, dont trois sur proposition du Ministre ayant l'Aéronautique civile dans ses attributions, deux sur celle du ou des Ministres ayant les Affaires Economiques (Affaires Economiques, Plan et Coordination Economique) dans ses ou leurs attributions, un sur celle du Ministre des Affaires Etrangères et un sur celle du Ministre des Finances. Trois administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires sur proposition de la Sabena. Un administrateur est nommé par l'assemblée générale des actionnaires sur proposition des actionnaires autres que le Congo et la Sabena.-----

#### ARTICLE QUATORZE.-----

Le conseil d'administration nomme, parmi ses membres élus par l'assemblée générale sur proposition du Congo, un président et un administrateur-délégué. Il nomme un vice-président parmi ses membres élus par l'assemblée générale sur proposition de la Sabena.-----

Le conseil peut confier la direction de l'ensemble de telle partie ou de telle branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.-----

#### ARTICLE QUINZE.-----

La société peut être représentée au Congo et en pays étranger par l'un de ses administrateurs, soit par un directeur, soit par toute autre personne spécialement mandatée à cet effet par le conseil d'administration.-----

Ce délégué est chargé, sous la direction et le contrôle du conseil d'administration ou des personnes éventuellement désignées par ce dernier, de représenter la société auprès des autorités locales et d'exécuter toutes les décisions du conseil d'administration dont l'effet doit se produire dans ces pays.-----

#### ARTICLE SEIZE.-----

Le conseil d'administration se réunit au moins tous les deux mois, sur convocation de son président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, du vice-président ou à la demande de trois administrateurs.-----

Les convocations contiennent l'ordre du jour. Elles seront adressées par télégramme confirmé par lettre recommandée à la poste quinze jours francs au moins avant la réunion, par la voie postale la plus rapide.-----

#### ARTICLE DIX-SEPT.-----

Les séances du conseil d'administration sont présidées par le président ou, à son défaut, par le vice-président ou, à défaut de celui-ci, par un autre membre du conseil désigné par ses collègues.-----



Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si sont présents ou représentés au moins trois administrateurs élus sur proposition du Congo et deux administrateurs élus sur proposition de la Sabena.-----  
Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du conseil et d'y voter à ses lieu et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.-----

Toute décision du conseil d'administration est prise à la majorité absolue des membres du conseil.-----

ARTICLE DIX-HUIT .-----  
Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par les procès-verbaux. Les délégations, ainsi que les avis et votes donnés par écrit ou par télégramme y sont annexés. Ces procès-verbaux sont signés par tous les membres présents à la réunion. Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux des membres du conseil, dont le président, le vice-président ou l'administrateur-délégué.-----

ARTICLE DIX-NEUF.-----

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la société.-----

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale.-----

Il a notamment le pouvoir de décider, de sa seule autorité, toutes les opérations qui entrent dans l'objet social ainsi que tous les apports, cessions, souscriptions, commandites, associations, participations ou interventions financières relatifs auxdites opérations.-----

Il peut, entre autres, recevoir toutes sommes et valeurs, prendre ou donner à bail ou sous-louer, acquérir, aliéner ou échanger tous biens, meubles et immeubles ; acquérir, exploiter, affermer ou céder toutes concessions de quelque nature que ce soit, acquérir, exploiter ou céder toutes marques de fabrique, tous brevets ou licences de brevets ; contracter tous emprunts, obtenir toutes ouvertures de crédit en banque ; consentir tous prêts, consentir et accepter tous gages et nantissements, toute hypothèque avec stipulation de voie parée ; renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires ; donner mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements ; dispenser de toutes inscriptions d'office, le tout avant ou après paiement ; traiter, plaider, tant en demandant qu'en défendant, transiger et compromettre, régler l'emploi des fonds de réserve ou de prévision ; l'énumération qui précède étant énonciative et non limitative.-----

C'est le conseil d'administration également qui, sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir, nomme et révoque les agents et travailleurs de la société, détermine leurs attributions, fixe leurs traitements et émoluments ainsi que leurs cautionnements s'il y a lieu.-----

ARTICLE VINGT .-----

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies, au nom de la société, par le conseil d'administration.-----

Dans le pays où la société a un représentant officiel, les actions sont suivies par ou contre celui-ci.-----



ARTICLE VINGT ET UN .-----  
Les opérations de la société sont surveillées par quatre commissaires, actionnaires ou non ; trois sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires sur proposition du Congo, dont deux sur proposition du Ministre des Finances et un sur celle du Ministre ayant l'Aéronautique Civile dans ses attributions. Le quatrième commissaire est nommé par l'assemblée générale des actionnaires sur proposition de la Sabena.-----

ARTICLE VINGT-DEUX .-----  
Chaque administrateur affecte par privilège, en garantie de l'exécution de son mandat, cinquante actions.-----  
Le cautionnement de chaque commissaire est fixé à vingt actions.-----

ARTICLE VINGT-TROIS.-----  
L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs et aux commissaires une indemnité à porter au compte de frais généraux. Le conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs et commissaires chargés de fonctions ou de missions spéciales des indemnités à prélever sur les frais généraux.-----

ARTICLE VINGT-QUATRE.-----  
Pour l'exécution des décisions prises par le conseil d'administration, tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations, sont signés par deux administrateurs, dont le président ou l'administrateur-délégué, et un administrateur élu par l'assemblée générale sur proposition de la Sabena. Ces administrateurs n'ont pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du conseil.-----  
La société n'est engagée et les actes accomplis en son nom ne sont valables que moyennant les signatures prescrites par le présent article.-----

-----  
TITRE QUATRE - Assemblées générales.-----  
-----

ARTICLE VINGT-CINQ.-----  
L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses décisions régulièrement prises sont obligatoires pour tous, même pour les absents, incapables et dissidents. Elle se réunit de plein droit le deuxième mardi de juin au siège social. Si le deuxième mardi de juin est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le jour ouvrable suivant. Les convocations contiennent l'ordre du jour. Elles sont faites, sauf le cas de force majeure, par des annonces paraissant au moins quinze jours francs avant l'assemblée dans les annexes du journal officiel congolais.-----  
Les titulaires d'actions nominatives sont convoqués par des lettres missives quinze jours francs au moins avant l'assemblée, sans qu'il doive être justifié de cette formalité. Si toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées par la voie postale la plus rapide.-----

ARTICLE VINGT-SIX.-----  
Les propriétaires d'actions nominatives sont admis aux assemblées moyennant justification de leur identité ; les propriétaires d'actions au porteur doivent, cinq jours avant la réunion, avoir déposé leurs titres dans l'un des établissements désignés dans l'avis de convocation.-----  
Les transferts d'actions nominatives sont suspendus pendant les quinze jours qui précèdent l'assemblée.-----



ARTICLE VINGT-SEPT.-----  
Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale des actionnaires par un fondé de pouvoir spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée. Toutefois, les mineurs, les interdits, les personnes morales, peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire et la femme mariée peut être représentée par son mari.-----

ARTICLE VINGT-HUIT.-----  
Le conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui, cinq jours francs au moins avant l'assemblée.-----

Les copropriétaires, les usufruitiers et nus propriétaires, les créanciers, les débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.-----

ARTICLE VINGT-NEUF.-----  
Toute assemblée générale d'actionnaires ou d'obligataires est présidée par le président du conseil d'administration ou, à son défaut, par le vice-président ou par un administrateur à ce délégué par ses collègues. Les autres membres présents du conseil d'administration complètent le bureau.-----

Le président désigne le secrétaire. L'assemblée choisit parmi ses membres deux scrutateurs.-----

ARTICLE TRENTE.-----  
Chaque action donne droit à une voix à l'assemblée générale et chaque actionnaire peut prendre part au vote à raison de la totalité des actions dont il justifie être propriétaire.-----

Les décisions sont prises à la majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote, sauf dans des cas spéciaux où la loi requiert une majorité plus élevée.-----

Les votes se font par main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.-----

ARTICLE TRENTE ET UN.-----  
Les copies et extraits de procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux membres du conseil d'administration, dont le président, le vice-président ou l'administrateur-délégué.-----

ARTICLE TRENTE-DEUX.-----  
Toute modification aux présents statuts est subordonnée à un vote de l'assemblée générale des actionnaires délibérant conformément aux prescriptions de la législation sur les sociétés commerciales.-----

TITRE CINQ - Bilan, bénéfices, répartition, interventions financières éventuelles.-----

ARTICLE TRENTE-TROIS.-----  
L'exercice social commence le premier janvier pour finir le trente et un décembre de chaque année. Exceptionnellement, le premier exercice social commence à la date de la constitution de la société pour finir le trente et un décembre de l'année suivante.-----  
Le conseil d'administration a la plus absolue liberté pour l'évaluation au bilan des créances et des autres valeurs mobilières et immobilières composant l'actif social. Il établit ces évaluations de la manière qu'il juge la plus utile pour assurer la bonne gestion des affaires, la stabilité et l'avenir de la société.-----



Quinze jours au moins avant l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions et du rapport des commissaires.

Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires, déposés aux fins de publication, sauf le cas de force majeure, aux annexes du journal officiel congolais.

#### ARTICLE TRENTE-QUATRE.

L'excédent du bilan, déduction faite des frais généraux, charges sociales, dotation éventuelle d'un fonds de bien-être du personnel, gratifications éventuelles aux membres du personnel et amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net. Sur ce bénéfice, après apurement de toute perte éventuelle des exercices antérieurs, il est prélevé :

- a) cinq pour cent pour former une réserve statutaire jusqu'à ce que celle-ci atteigne le dixième du capital social;
- b) la somme nécessaire pour payer à chaque action entière-ment libérée un dividende de six pour cent ;
- c) le surplus disponible est réparti comme suit :
  - 1° nonante pour cent au Congo en apurement et à concurrence des sommes inscrites au "compte statutaire Congo", en application de l'article trente-cinq, littéra B, soit par versements, soit par annulation de la créance de la société, selon que les sommes inscrites ont été effectivement versées ou non ;
  - 2° le solde du surplus disponible est réparti également entre toutes les actions.

Toutefois, le conseil d'administration peut proposer à l'assemblée d'affecter tout ou partie de ce surplus à la dotation de fonds d'amortissement, de réserve extraordinaire ou de prévisions.

#### ARTICLE TRENTE-CINQ.

A. Lorsque le bilan de l'exercice social, après déduction des frais généraux, charges sociales, dotation éventuelle d'un fonds de bien-être du personnel et amortissements nécessaires, accuse une perte, le Congo accorde à la société, dans les conditions ci-après, un crédit d'un montant égal à celui de ladite perte.

Dans les quinze jours de l'approbation du bilan, celui-ci est communiqué au Gouvernement du Congo, lequel fixe le montant du crédit sur la base de la situation enregistrée par ce bilan.

Le crédit est effectivement versé à la société au plus tard le trente et un décembre du deuxième exercice social suivant celui auquel se rapporte le bilan.

Toutefois, le Congo s'engage à verser, sur demande justifiée de la société, des avances sur le montant des crédits ainsi fixés.

B. Le montant de l'intervention du Congo est porté au bilan à titre de simple écriture d'ordre, sous la rubrique "compte statutaire Congo".

Ce compte est amorti au moyen des bénéfices ultérieurs, comme il est dit à l'article trente-quatre.



C. L'engagement souscrit par le Congo en vertu du présent article sort ses effets à partir de la date de constitution de la société et est valable pour toute la durée de celle-ci.-----  
Le montant de l'intervention du Congo est inscrit au budget du deuxième exercice suivant l'exercice social auquel il se rapporte.-----

ARTICLE TRENTE-SIX,-----  
Les dividendes sont payés aux endroits et aux époques à fixer par le conseil d'administration,-----  
Tous les dividendes non touchés dans les cinq ans de leur exigibilité sont prescrits et restent acquis à la société. Ils sont versés au fonds de réserve statutaire.-----

TITRE SIX - Liquidation,-----

ARTICLE TRENTE-SEPT,-----  
En cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, l'assemblée générale des actionnaires désigne le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments et fixe le mode de liquidation. Après apurement de toutes les dettes et charges, l'actif net servira tout d'abord à rembourser le montant libéré des actions.-----  
Si les actions ne se trouvent pas libérées toutes dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder à la répartition prévue à l'alinéa qui précède, doivent tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.-----  
Le surplus éventuel est également réparti entre toutes les actions.-----

ARTICLE TRENTE-HUIT,-----  
Les présents statuts ont été approuvés par les pouvoirs compétents de la République du Congo et ont, dès lors, force obligatoire, nonobstant toute disposition légale contraire.-----



## CONTRAT DE REPRESENTATION GENERALE RECIPROQUE

Entre :

La Société par Actions à Responsabilité Limitée, AIR CONGO, dont le siège social est établi à Léopoldville, avenue du Port, désignée ci-après Compagnie Représentée ou Agent Général, selon le cas,

d'une part,

et :

La Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne, SABENA, dont le siège social est établi à Bruxelles, 35 rue Cardinal Mercier, RCB n° 3872, désignée ci-après SABENA ou Compagnie Représentée ou Agent Général, selon le cas,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1 - Objet.

SABENA confie à AIR CONGO sa représentation générale exclusive dans les territoires de la République du Congo.

AIR CONGO confie à SABENA sa représentation générale exclusive dans les territoires ci-après :

Europe - Afrique sauf dans les territoires où SABENA est représentée par AIR CONGO - Amérique du Nord - Amérique du Sud - Moyen Orient.

En leur qualité d'Agents Généraux, SABENA et AIR CONGO s'engagent à travailler en collaboration étroite pour promouvoir le trafic sur leurs lignes respectives et à exécuter l'un pour l'autre dans les territoires définis ci-dessus et dans les conditions prévues, les prestations et services indiqués au présent contrat.

Chacune des parties se réserve cependant le droit d'assurer sa propre organisation commerciale dans le territoire où elle est représentée par l'autre et notamment d'ouvrir des bureaux, d'effectuer des opérations de vente soit dans ses bureaux soit par l'intermédiaire des agences, d'entrer en relation avec la clientèle et de maintenir un ou plusieurs délégués ayant dans leurs attributions le contrôle de l'application du présent contrat et de ses annexes.



L'Agent Général ne transférera ni ne fera cession à des tiers de tout ou partie des droits et avantages qui lui sont concédés en vertu du présent contrat, sauf autorisation écrite de la compagnie représentée.

Article 2 - Obligations de l'Agent Général.

L'Agent Général s'engage à fournir en plus des services énumérés ci-dessous tout service qui peut y être, par analogie, raisonnablement inclus.

A titre exemplatif, les services effectués par l'Agent Général pour le compte de la compagnie représentée comprendront notamment :

a) Services d'ordre administratif :

1. L'entraide des parties contractantes dans leurs relations avec les autorités gouvernementales, les entreprises officielles ou privées, la presse et le public sur leur territoire respectif.
2. La prompt communication de tous les renseignements concernant les lois, règlements et d'une manière générale toutes dispositions d'ordre légal ou administratif prises par les autorités du territoire de l'Agent Général, en relation avec l'exécution du présent contrat et notamment tous renseignements relatifs aux obligations administratives et fiscales éventuelles de la compagnie représentée envers les autorités du territoire de l'Agent Général.  
A la demande écrite de la compagnie représentée, la rédaction des déclarations destinées à ces autorités et la fourniture des renseignements nécessaires à cette rédaction.
3. A la demande écrite de la compagnie représentée, la mise à sa disposition et pour autant que la chose soit possible, de bureaux ou d'autres locaux, les frais relatifs à ces locaux feront l'objet d'un accord séparé entre les deux parties et ne sont pas compris dans les rémunérations qui font l'objet du présent contrat. En aucun cas, ces frais ne devront être supérieurs à ceux qui seraient supportés par l'Agent Général lui-même pour des locaux similaires.
4. A la demande de la compagnie représentée, l'établissement et la communication rapide de toutes statistiques, relevés et rapports découlant de l'application du présent contrat.



b) Services d'ordre commercial :

1. La recherche de la clientèle passagers, du fret et de la poste et en général toutes opérations susceptibles d'intensifier le trafic sur les lignes de la compagnie représentée.
2. La sélection, la nomination et le contrôle des agents de vente qui, pour toutes opérations relatives à des transports internationaux, devront être choisis parmi les agences agréées par l' IATA (International Air Transport Association). Jusqu'au moment où AIR CONGO deviendra membre de l' IATA et de manière à permettre à la SABENA de satisfaire à ses obligations, AIR CONGO renseignera à la SABENA les nom et adresse des agences qui auront été autorisées à émettre des titres de transport AIR CONGO pour des transports internationaux.
3. Le maintien du contact avec ces agents par des visites ayant pour but de contrôler leur activité commerciale au profit de la compagnie représentée et de provoquer l'intensification du trafic de cette dernière compagnie.
4. Le règlement des comptes avec les agences ayant émis des titres de transport du Représentant Général. Les commissions allouées seront calculées sur base des taux de commissions fixés au présent contrat.
5. L'exposition dans les locaux de l'Agent Général ouverts au public des horaires, dépliants, circulaires et autre matériel publicitaire de la compagnie représentée, ainsi que la diffusion aux agents du matériel publicitaire destiné par la compagnie représentée à être mis à la disposition du public.
6. A la demande de la compagnie représentée, l'organisation d'une campagne spéciale de publicité ou de presse. Les frais encourus par l'Agent Général à l'occasion de telles campagnes feront l'objet d'accords particuliers et seront à charge de la compagnie représentée. Ces frais ne sont pas compris dans les rémunérations spécifiées dans le présent contrat ou dans ses annexes.
7. La transmission des demandes de réservation de places sur les lignes de la compagnie représentée.
8. Communication aux passagers en ayant fait la demande de tous renseignements concernant les passeports, certificats médicaux nécessaires, la réglementation en matière de devises, formalités d'immigration, etc... pour les pays de départ, de transit ou de destination, sans toutefois accepter aucune responsabilité de ce chef.
9. La SABENA est en outre chargée de la promotion du transport combiné mer/air cargo dans tous les pays où elle représente AIR CONGO.



### Article 3 - Emission de titres de transport.

Chacune des parties émettra tous documents relatifs au transport des passagers, de leurs bagages et du fret sur les services réguliers et spéciaux de l'autre. Il est précisé en outre :

- 1) Dans les territoires où elle est représentée par AIR CONGO, la SABENA se réserve le droit d'émettre ses documents de transport dans ses bureaux ou dans les agences de son choix, quels que soient les parcours à effectuer et le(s) transporteur(s) utilisé(s). Dans ce cas, la SABENA se charge de vérifier elle-même les relevés et décomptes des agences,
- 2) Dans les territoires où elle est représentée par la SABENA, AIR CONGO se réserve le droit d'émettre ses documents de transport dans ses bureaux ou dans les agences de son choix, quels que soient les parcours à effectuer et le(s) transporteur(s) utilisé(s). Dans ce cas, AIR CONGO se charge de vérifier elle-même les relevés et décomptes des agences,
- 3) a. Jusqu'au moment où AIR CONGO disposera de ses propres documents et de manière à permettre à AIR CONGO d'émettre des titres de transport, tant sur ses lignes que sur les lignes d'autres transporteurs, SABENA mettra à la disposition d'AIR CONGO ses billets de passage, billets d'excédents de bagages, bons d'échange, lettres de transport aérien ou tous autres documents commerciaux nécessaires à l'organisation du transport.
- b. AIR CONGO utilisera ses propres documents dès leur impression. Cependant, de manière à éviter leur remplacement, des titres de transport de la SABENA continueront d'être émis dans tous les cas où le transport devra s'effectuer partiellement sur les lignes de compagnies avec lesquelles AIR CONGO n'a pas conclu d'accord de trafic (interline traffic agreement).
- c. Les documents SABENA confiés à AIR CONGO seront émis uniquement dans les bureaux d'AIR CONGO.
- d. Au plus tard dans les trente jours après la fin du mois, à partir du moment où AIR CONGO disposera de ses propres documents, AIR CONGO transmettra à la SABENA les relevés mensuels reprenant ces documents classés par catégorie et versera immédiatement le total de chaque relevé à la SABENA en un compte en banque à désigner.
- e. Ces dispositions sont adoptées à titre transitoire et seront sans effet le jour où AIR CONGO aura négocié suffisamment d'accords de trafic pour organiser l'échange de trafic avec les autres transporteurs aériens.



- 4) Les agences auront le libre choix entre les documents de transport d'AIR CONGO ou de la SABENA.
- 5) Jusqu'au moment de la participation d'AIR CONGO au Plan Universel de Voyages Aériens (Universal Air Travel Plan), l'émission des billets de passage sur présentation de cartes de voyages (Air Travel Card) de l'UATP se fera comme suit :
  - a. Cartes émises par la SABENA :  
Les cartes de voyages émises par SABENA portent les lettres code SN. Elles peuvent être acceptées pour des voyages à effectuer sur les lignes de SABENA, d'AIR CONGO, ainsi que sur les lignes de compagnies avec lesquelles SABENA a conclu des accords de trafic.
  - b. Cartes émises par les autres compagnies membres de l'UATP :  
Conformément à la réglementation de l'UATP, ces cartes ne peuvent être acceptées que pour des voyages à effectuer sur les lignes de la SABENA et celles de toute autre compagnie membre de l'UATP.
  - c. AIR CONGO émettra des "Transportation Receipt" de la SABENA et suivra scrupuleusement les instructions qui lui auront été données à ce sujet.
  - d. Toutes cartes de voyages ou de crédit autres que celles émises dans le cadre de l'UATP ne peuvent en aucune manière être acceptées pour l'émission de titres de transport.
- 6) Ces dispositions n'affectent en rien les accords de trafic "Interline Traffic Agreement" conclus par la compagnie représentée avec la ou les compagnie(s) aérienne(s) disposant d'une organisation commerciale indépendante sur le territoire du Représentant Général.

#### Article 4 - Réserveation.

Les parties se réservent d'effectuer elles-mêmes toutes opérations de réserveation sur leurs lignes et se transmettront mutuellement les demandes de réserveation de places sur les lignes de l'autre selon une procédure à déterminer entre leurs services respectifs.

Tous frais de message seront à charge de la compagnie émettrice.

../..



#### Article 5 - Dispositions générales.

1. AIR CONGO et SABENA s'adresseront mutuellement la documentation ainsi que la réglementation et toutes instructions permettant d'exécuter normalement les services prévus au contrat.
2. L'Agent Général s'engage à exécuter les services prévus au présent contrat avec autant de soin qu'il le ferait pour ses propres exploitations.
3. L'Agent Général s'engage à respecter les tarifs publiés par la compagnie représentée et à ne modifier en aucune façon les termes et conditions repris dans les titres de transport, tarifs ou autres documents de la compagnie représentée.
4. L'Agent Général est autorisé à mentionner son titre d'Agent Général de la compagnie représentée dans ses en-têtes de lettres, enseignes, guide téléphonique, documents publicitaires, etc...
5. L'annulation et le remboursement éventuel de titres de transport et bons d'échange se feront aux conditions et dans les limites prévues par la réglementation de la compagnie qui devait effectuer le transport. Sauf convention contraire, les remboursements devront s'effectuer dans le pays d'émission et la monnaie de paiement.
6. L'Agent Général supportera tous frais de communications téléphoniques, télégraphiques ou postales en relation avec l'exécution du présent contrat, ainsi que tous frais découlant de la distribution du matériel publicitaire.

#### Article 6 - Conditions de transport.

Les transports effectués en vertu de tout titre de transport émis par l'une ou l'autre partie conformément aux clauses du présent contrat, seront soumis aux conditions générales de transport par avion, aux conditions particulières dont il peut être fait mention dans les règlements, aux horaires et tarifs publiés par la compagnie qui effectue le transport.

#### Article 7 - Commissions.

Les commissions allouées pour toute émission de titres de transport font l'objet de l'annexe 1 au présent contrat.



### Article 8 - Dispositions comptables.

Les modalités relatives aux opérations comptables et règlements de comptes sont précisées à l'annexe 2 du présent contrat.

### Article 9 - Inspection de l' IATA.

Au cas où l'IATA aurait été saisi de plaintes formulées à l'égard de l'Agent Général et desquelles il résulte que celui-ci a contrevenu aux réglementations édictées par cet organisme, l'Agent Général s'engage à donner en communication au(x) membre(s) mandaté(s) de l'Inspectorat institué par l'IATA, tous documents et d'une manière générale à apporter tous éclaircissements et à fournir toutes indications de nature à vérifier l'exactitude des plaintes reçues.

### Article 10 - Responsabilité.

Dans les limites des conditions prévues à l'article 6, la compagnie effectuant le transport aérien sera seule responsable de tout dommage causé tant à des tiers qu'aux passagers, au fret, au courrier postal et aux bagages transportés par elle et trouvant leur origine dans les opérations de transport aérien. Elle s'engage à garantir la compagnie émettrice, ses agents et préposés, contre toutes réclamations dont cette dernière viendrait à être saisie de ce chef.

La compagnie émettrice assumera de son côté l'entière responsabilité des opérations de ventes de titres de transport, de réservation effectuée par elle et s'engage en outre à garantir la compagnie représentée contre toutes réclamations dont cette dernière viendrait à être saisie de ce chef, à moins qu'une telle réclamation ne soit due au fait de la compagnie représentée ou de ses préposés.

Au cas où la partie bénéficiant de la garantie de l'autre est saisie d'une réclamation, ou au cas où une action en justice est exercée contre elle, elle en informera immédiatement l'autre partie par écrit, lui apportera toute aide pour le règlement des litiges, remettra tous documents ou fournira tous renseignements ayant trait à l'objet de la réclamation ou de l'action en justice.

La partie tenue de la garantie se chargera du règlement de la réclamation, supportera tous frais afférents au procès et règlera, le cas échéant, le montant des indemnités dues en vertu d'une décision judiciaire définitive.

### Article 10 - Responsabilité.

.../...



### Article 11 - Arbitrage.

En cas de différend entre les parties relativement à l'interprétation ou à l'exécution du présent contrat et de ses annexes, chacune d'elles désignera un arbitre, la partie qui aura la première désigné le sien signifiera son choix par lettre recommandée à l'autre partie qui devra, dans le délai de quinzaine suivant la signification, faire connaître l'arbitre qu'elle aura désigné.

En cas de désaccord entre les arbitres désignés, ceux-ci seront départagés par un tiers arbitre nommé en accord avec les deux premiers ou, à défaut d'accord, par le Président du Tribunal de Première Instance de Léopoldville à la requête de la partie la plus diligente.

A défaut de désignation par une partie de son arbitre dans le délai de quinzaine fixé ci-dessus, celui-ci sera désigné également suivant la même procédure par le Président du Tribunal de Première Instance de Léopoldville à la requête de l'autre partie.

Les arbitres statueront en qualité d'amiables compositeurs dispensés des formalités et des délais de procédure, décideront de la législation applicable et jugeront en dernier ressort, les parties renonçant à se pourvoir contre leur sentence, par quelque voie que ce soit, même extraordinaire.

Les frais d'arbitrage sont à la charge de la partie succombante.

### Article 12 - Conventions Internationales et modifications.

Les dispositions du présent contrat devront toujours être conformes aux Conventions existantes ou pouvant intervenir entre les Gouvernements respectifs des deux parties contractantes et aux résolutions de l'International Air Transport Association (IATA).

Au cas où il n'en serait pas ainsi, toutes dispositions contraires aux dites conventions ou résolutions seraient immédiatement annulées de plein droit et rectifiées en conséquence.

Toute modification aux dispositions du présent contrat fera l'objet d'un avenant ou interviendra par échange de lettres. Après accord des deux parties, ces nouvelles dispositions seront censées faire partie intégrante du présent contrat.

../..



Article 13 - Durée et résiliation.

Le présent contrat prendra cours le 1er juillet 1961.

La convention est conclue pour une durée initiale de six ans, renouvelable par tacite reconduction pour des périodes de deux en deux ans, sauf préavis signifié par lettre recommandée un an au moins avant l'échéance.

Fait à Bruxelles le 20 mars 1962.

Société par Actions à  
Responsabilité Limitée,  
AIR CONGO

(s) H. SANGARA, Président  
(s) J. NAVEAU, Secrétaire Général

La Société Anonyme Belge d'Exploi-  
tation de la Navigation Aérienne,  
SABENA

(s) A. VERNIEUWE, Directeur des  
Exploitations  
(s) V. PACCO, Directeur des Ventes



## ANNEXE 1

Complémentairement à l'article 7 du contrat de représentation générale et en rémunération des services effectués conformément aux clauses de ce contrat, AIR CONGO et SABENA s'accordent réciproquement une commission dont les taux et modes de calcul sont fixés comme suit :

### Article 1 - Commission d'agence.

Sous réserve des cas particuliers faisant l'objet des articles ci-après, la commission d'agence sera due pour tout transport effectué sur les lignes régulières ainsi que sur les vols spéciaux (à l'exception des affrètements) lorsque les documents auront été émis et le prix du transport encaissé par l'Agent Général ou ses sous-agents. Cette commission sera également due dans le cas d'une émission de titres de transport sur présentation de cartes de voyages de l'UATP ou dans le cadre d'un plan de crédit organisé par l'une ou l'autre des parties.

Les taux de commission sont fixés comme suit :

- a) 7,5% (sept et demi) sur le prix du transport de passagers lorsque ce transport a été émis, payé et effectué entièrement à l'intérieur de l'Europe telle que la définit l'IATA.
- b) 5 % (cinq) sur le prix du transport de passagers à l'intérieur du Congo ou du Ruanda-Burundi ou entre ces deux territoires quels que soient les lieux d'émission et de paiement. Toutefois, lorsque ce transport est émis conjointement à un transport international relevant du paragraphe d) ci-après, la commission sera de 7% (sept) sur la totalité du prix du transport.
- c) 5 % (cinq) sur le prix du transport de passagers lorsque ce transport est émis, payé et effectué entièrement à l'intérieur d'une zone située au Sud d'une ligne reliant la Mauritanie à l'Erythrée, à l'exception du Soudan. Toutefois, lorsque ce transport est émis ou payé en dehors de cette zone ou lorsqu'il fait partie d'un transport international relevant du paragraphe d) ci-après, la commission sera de 7% (sept) sur la totalité du prix du transport.
- d) 7 % (sept) sur tout autre transport international de passagers.
- e) 5 % (cinq) sur le prix du transport de fret.

../..



Article 2 - Prepaids.

- a) Dans le cas de voyages prepaids pour lesquels le prix du transport est encaissé sur le territoire de l'Agent Général, la commission d'agence sera due :
- à l'agence qui a encaissé le prix du transport,
  - à l'Agent Général si la demande d'encaissement a été faite par la compagnie représentée.
- b) Dans le cas de voyages prepaids pour lesquels le prix du transport est encaissé en dehors du territoire de l'Agent Général, la commission d'agence sera due à l'Agent Général ou à l'agence qui a demandé l'encaissement et pour autant que l'encaissement ait été fait par la compagnie représentée. Si la commission a été attribuée dans le pays d'encaissement, l'agence IATA du territoire de l'Agent Général recevra une compensation "handling fee" calculée selon les règles fixées par l'IATA.

Article 3 - Envois en port dû.

La commission d'agence sur les envois en port dû sera payée dans le pays d'enregistrement de ces envois.

Article 4 - Commission supplémentaire d'Agent Général.

AIR CONGO et SABENA s'accorderont réciproquement au titre d'Agent Général pour toutes ventes réalisées sur les lignes de l'autre, dans leurs territoires respectifs, une commission supplémentaire de :  
3 % (trois) lorsque la commission normale d'agence est fixée à 7%,  
2,5% (deux et demi) dans les autres cas.

L'Agent Général bénéficiera de la commission supplémentaire sur les ventes passagers prepaids lorsque :

- a) l'Agent Général a encaissé le prix du transport, ou
- b) le prix du transport a été encaissé par la compagnie représentée.

AIR CONGO paiera en outre à SABENA une commission de 2,5% (deux et demi) sur la quote-part avion de toutes ventes en transport combiné fret mer/air trouvant son origine dans les pays où AIR CONGO est représentée par SABENA.

../..



L'Agent Général bénéficiera de la commission supplémentaire sur toutes ventes réalisées dans son territoire par lui-même, les agences ou les bureaux de la compagnie représentée sur base des documents de transport de l'Agent Général ou de la compagnie représentée utilisés sur les lignes de cette dernière.

Aucune commission ne sera due pour les ventes effectuées sur documents de compagnies autres que SABENA et AIR CONGO et disposant d'une organisation commerciale indépendante.

#### Article 5 - Affrètements.

Les contrats d'affrètement de passagers et/ou de messageries conclus sur le territoire de l'Agent Général à son intervention directe ou à celle de ses sous-agents donneront lieu au paiement d'une commission dont le taux pourra être fixé pour chaque opération avec maximum de 5% (cinq).

La commission supplémentaire d'Agent Général sera due uniquement dans le cas où le prix d'affrètement aura été encaissé dans les territoires faisant l'objet de la représentation générale.

Aucune commission ne sera due sur les affrètements Hadj.

Dans le cas d'affrètements, on utilisera en principe les documents de la compagnie qui effectue le transport. L'émission de titres de transport de l'Agent Général ne peut être assimilée à une vente donnant droit au paiement d'une commission d'agence.

#### Article 6 - Généralités.

1°- Aucune commission ne sera accordée sur :

- a. le prix du transport des excédents de bagages, de la poste, des colis postaux ou courrier diplomatique.
  - b. le prix du transport de passagers ou de fret payé directement ou indirectement par les autorités gouvernementales lorsque ces transports font l'objet d'un réquisitoire demandant la gratuité ou l'application d'un tarif avec réduction gouvernementale.
- Toutefois, dans le cas d'un transport de passagers ou de fret avec réduction gouvernementale, l'Agent Général bénéficiera de l'overriding commission sur le prix du transport.

../..



- c. le transport de passagers voyageant sous couvert de billets "service", de billets gratuits ou à réduction octroyés au personnel de compagnies aériennes ou des agences de voyages dans les limites prévues par les réglementations de l'IATA ou des transporteurs.
- d. le transport de fret appartenant aux compagnies aériennes et effectué soit gratuitement soit avec réduction.
- e. le remplacement de titres de transport ou bons d'échange/miscellaneous charges orders pour modification de voyage ou pour toute autre raison ; toutefois, lorsque ces opérations donnent lieu à l'encaissement d'un supplément de tarif, la commission sera due sur le montant perçu ou faisant l'objet d'un transportation receipt UATP.
- f. l'émission de bons d'échange/miscellaneous charges orders sans désignation de parcours.
- g. les taxes, primes d'assurances, droits ou tous frais connexes au transport aérien. Les primes ad valorem (valuation charges) pourront toutefois être ajoutées au prix du transport pour le calcul de la commission.

2° - L'Agent Général ne fera directement ou indirectement aucun rabais ni aucune promesse de rabais et en général s'abstiendra de tout acte par lequel il se dessaisirait de tout ou partie de sa commission d'agence relative à un transport international au profit d'un agent non agréé par l'IATA ou d'un agent IATA qui ne serait pas en possession d'un contrat d'agence, d'un passager, d'un expéditeur ou d'un tiers.  
L'Agent Général s'engage en outre à ne pas céder tout ou partie de la commission supplémentaire qui lui est accordée au titre d'Agent Général.

3° - Dans le cas d'une annulation ou d'un remboursement, l'Agent Général est tenu de rembourser toute commission qui lui aurait été payée par la compagnie représentée et d'en effectuer le cas échéant le rappel auprès des agences qui en auraient bénéficié.

Société par Actions à  
Responsabilité Limitée,  
AIR CONGO

La Société Anonyme Belge d'Exploi-  
tation de la Navigation Aérienne,  
SABENA

(s) H. SANGARA, Président  
(s) J. NAVEAU, Secrétaire Général

(s) A. VERNIEUWE, Directeur des  
Exploitations  
(s) V. PACCO, Directeur des Ventes.



DISPOSITIONS COMPTABLES

Le règlement des décomptes entre les compagnies s'effectuera conformément aux dispositions ci-après ou toutes modalités particulières dont les parties pourraient convenir ultérieurement et qui seront considérées comme partie intégrante de la présente convention.

A.- Documents de transport SABENA émis par les bureaux AIR CONGO.

1. Au plus tard dans les trente jours suivant la fin du mois à partir du moment où AIR CONGO disposera de ses propres documents, AIR CONGO transmettra à la SABENA/Bruxelles, en double exemplaire, un relevé des opérations réalisées au cours du mois précédent.
2. Ces relevés reprendront suivant l'ordre numérique, classés par catégorie, tous les billets de passage, bons d'échange/M.C.O. ou lettres de transport aérien émis avec, en regard, les montants applicables suivant le tarif publié pour les parcours renseignés.
3. AIR CONGO joindra à ces relevés les auditor's coupons des billets de passage et bons d'échange, miscellaneous charges orders, ainsi que les exemplaires complets de ces documents annulés. Les coupons de vol des billets échangés seront annexés à l'auditor's coupon du billet émis en remplacement. AIR CONGO joindra également les exemplaires n° 1 des lettres de transport émises.
4. Dans le cas d'émission de billets sur présentation d'une carte de voyage (air travel card), AIR CONGO transmettra à SABENA/Bruxelles, le jour même de leur émission, les 2 exemplaires originaux des "transportation receipts".
5. AIR CONGO déduira du montant de ses ventes la commission normale d'agence de 5% ou 7% selon le cas, à l'exclusion de la commission supplémentaire d'Agent Général qui lui sera créditée mensuellement sur base des parcours effectués sur les lignes de la SABENA.
6. Aussitôt après établissement des relevés, AIR CONGO versera le total de ces relevés à un compte en banque que la SABENA lui désignera et obtiendra des autorités compétentes la transférabilité de ces sommes. Si les deux parties sont membres de la chambre de compensation de l'IATA, SABENA transmettra des factures à AIR CONGO pour la totalité des relevés de vente dont le règlement sera effectué par l'intermédiaire de cet organisme et conformément aux règles fixées.



7. A partir du 1er janvier 1962 et jusqu'au moment où AIR CONGO disposera de ses propres documents, les recettes à la vente relatives aux exploitations "intérieur Congo" seront acquises à AIR CONGO qui ne décomptera dans ses relevés de ventes adressés à la SABENA que la partie des recettes à la vente revenant soit à la SABENA, soit aux compagnies étrangères.

N.B. AIR CONGO débitera mensuellement la SABENA sur base des coupons de vol SABENA qui auront été utilisés sur les lignes AIR CONGO, sous déduction de la commission normale d'agence de 5% ou 7% selon le cas. Le règlement s'effectuera suivant les modalités financières prévues au contrat "interline" et reprises ci-dessous.

B.- Documents de transport AIR CONGO utilisés sur lignes SABENA et documents de transport SABENA utilisés sur lignes AIR CONGO.

Facturation et Règlements.

1. Les deux compagnies s'adresseront mutuellement et mensuellement des factures et avoirs au titre des opérations du mois précédent sous déduction des commissions qui sont fixées à l'annexe 1 du présent contrat.
2. En ce qui concerne les opérations "interline traffic" et l'assistance "handling", chaque compagnie établira ses factures et avoirs dans sa propre monnaie nationale, toutes les autres devises étant converties dans ladite monnaie.
3. Les factures et avoirs relatifs aux opérations "interline traffic" et à l'assistance "handling" échangés par les compagnies seront passés dans un compte courant créé par les parties contractantes sous la dénomination "compte courant A".  
Les factures et avoirs relatifs à l'assistance technique seront passés dans un compte courant séparé qui portera la dénomination "compte courant B".
4. Les comptes courants qui seront composés d'un compte en francs belges et d'un compte en francs congolais seront arrêtés mensuellement et des relevés seront adressés dans les 30 jours par la compagnie la plus diligente à l'autre partie contractante.



5. Les soldes des relevés du compte A (compte interline et assistance handling), ainsi que le solde du compte francs congolais du compte B (compte assistance technique), seront compensés au cours moyen mensuel du franc congolais fixé par les autorités compétentes dans la monnaie de la compagnie dont les comptes présentent un solde créditeur.  
Le solde du relevé du compte francs belges du compte B (compte assistance technique) sera réglé mensuellement au compte de la SABENA auprès de la Banque de la Société Générale de Belgique à Bruxelles au plus tard 30 jours après l'envoi du relevé de compte.
6. Toutefois, si au cours d'un mois le cours du change d'une des deux monnaies nationales subit une variation de plus de 5%, les relevés de compte seront clôturés à la fin du mois précédent celui de la fluctuation de façon à permettre une dernière compensation au cours ancien.  
Des relevés seront établis reprenant les opérations du mois pendant lequel le cours a subi la modification, dont les soldes seront exceptionnellement à compenser ou à payer au cours du change moyen de ce mois.
7. A tout moment, la compagnie dont les décomptes présentent un solde créditeur pourra demander des acomptes dont la compagnie débitrice tiendra compte lors du règlement mensuel.
8. Le règlement du solde du compte mensuel revenant à la compagnie créditrice ne pourra être reporté au mois suivant.  
Ce règlement devra avoir lieu au plus tard dans les 30 jours suivant l'envoi des relevés des comptes courants, et au crédit des comptes qui seront désignés par la compagnie créditrice.  
Toutes sommes dues à la SABENA seront créditées à son compte chez la Banque de la Société Générale de Belgique, 3 Montagne du Parc à Bruxelles.
9. Au cas où, par la faute de la compagnie débitrice, ces règlements n'auraient pas lieu dans ce délai et si, par suite d'une variation des changes, il en résultait une perte pour la compagnie créditrice, cette perte serait à la charge de la compagnie débitrice.
10. Si les deux parties sont membres du Clearing House IATA, les règlements de compte seront effectués par l'intermédiaire de cet organisme et en accord avec sa réglementation.

Société par actions à  
responsabilité limitée,  
AIR CONGO

(s) H. SANGARA, Président  
(s) J. NAVEAU, Secrétaire Général

La Société Anonyme Belge d'Exploitation  
de la Navigation Aérienne, SABENA

(s) A. VERNIEUWE, Directeur des  
Exploitations  
(s) V. PACCO, Directeur des Ventes.



## CONVENTION DE COOPERATION.

- - - - -

La SABENA, dont le siège social est établi à Bruxelles, 35 rue Cardinal Mercier, représentée par MM.

et

AIR CONGO, société par actions à responsabilité limitée, dont le siège social est établi à Léopoldville, représentée par MM.

### CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

#### Article 1.

AIR CONGO charge la SABENA, qui accepte, de lui apporter, moyennant une juste rémunération, toute l'assistance requise pour permettre à AIR CONGO d'exploiter les transports aériens réguliers et non réguliers à l'intérieur ainsi qu'au départ et à destination du Congo dont elle est chargée par le Congo, et de développer ses exploitations propres.

#### Article 2.

2.1. La SABENA s'engage, en qualité d'entrepreneur général, à exécuter pour le compte d'AIR CONGO, les programmes d'exploitation arrêtés par le conseil d'administration d'AIR CONGO. Ces programmes définiront notamment les lignes à exploiter, les fréquences prévues et les horaires applicables.

Elle s'engage également à effectuer les vols non réguliers dont AIR CONGO la chargera.



2.2. Les prestations ainsi fournies par la SABENA le sont sous la dénomination d'AIR CONGO, laquelle est mentionnée sur les avions, véhicules, bâtiments, uniformes et documents utilisés à cette fin.

2.3. La SABENA ne peut décliner l'exécution d'une demande d'AIR CONGO que si cette exécution comporte des risques ou des difficultés d'ordre technique ou opérationnel.

### Article 3.

Les tarifs des lignes internationales régulières sont soumis aux normes adoptées par l'Association du Transport Aérien International (I.A.T.A.).

### Article 4.

4.1. La totalité des recettes produites par les exploitations d'AIR CONGO est attribuée à AIR CONGO qui supporte, d'autre part, les dépenses afférentes à ces exploitations.

4.2. Les recettes encaissées par la SABENA pour le compte d'AIR CONGO sont versées mensuellement à cette dernière.

### Article 5.

5.1. Toutes les prestations et fournitures effectuées par l'une des parties ou à son intervention dans le cadre de la présente convention, donnent lieu au remboursement de toutes les dépenses généralement quelconques exposées, y compris les frais généraux.

5.2. Les dépenses ainsi exposées sont établies par la comptabilité du créancier, laquelle peut être examinée sans déplacement par les représentants accrédités de l'autre partie.

5.3. Les sommes dues produisent un intérêt de 6 % l'an à partir de l'échéance fixée au dernier jour du mois suivant le mois pendant lequel a été envoyée la facture ou le relevé de compte.

### Article 6.

6.1. Les transports prévus au programme d'exploitation d'AIR CONGO, ainsi que les transports non réguliers ou supplémentaires sont effectués ;



- soit au moyen d'aéronefs appartenant à AIR CONGO ;
- soit au moyen d'aéronefs pris en location par AIR CONGO.

6.2. Les aéronefs utilisés par ou pour AIR CONGO portent le pavillon congolais ainsi que la dénomination et les marques AIR CONGO.

6.3. Les aéronefs dont le poids total au décollage est égal ou supérieur à 15.000 livres sont fournis par la SABENA ou à son intervention.

6.4. Le matériel volant fourni par la SABENA l'est sur base d'une location "coque nue", laquelle est rémunérée à l'heure de vol en fonction du type d'aéronef loué et d'un nombre minimum d'heures de vol par mois.

6.5. Le matériel volant appartenant à AIR CONGO ou fourni par la SABENA est entretenu et révisé par la SABENA aux frais d'AIR CONGO.

6.6. AIR CONGO bénéficie, à conditions égales, d'un droit de préférence pour l'acquisition des aéronefs donnés en location par la SABENA.

6.7. Les carburants, lubrifiants et autres ravitaillements nécessaires aux exploitations d'AIR CONGO sont fournis à l'intervention de la SABENA.

#### Article 7.

7.1. La SABENA s'engage à apporter toute l'aide possible à AIR CONGO pour la sélection et la formation de personnel qualifié, spécialement de personnel navigant et de personnel technique, en vue d'augmenter autant et aussi rapidement que faire se pourra, la proportion de travailleurs congolais employés par AIR CONGO, conformément à un programme établi de commun accord entre les parties, en vue de permettre à AIR CONGO d'assumer dans un délai à convenir et aussi bref que possible, la responsabilité de la gestion technique et opérationnelle.

7.2. Le programme de sélection et de formation est établi par une commission composée de deux représentants d'AIR CONGO (préalablement agréés en cette qualité par le Ministre ayant l'Aéronautique civile dans ses attributions) et de deux représentants de la SABENA.

Le programme initial sera établi dans les trois mois de la conclusion de la présente convention et son exécution sera immédiatement entreprise.

La commission créée en vertu du présent article surveillera l'exécution du programme et y apportera les aménagements exigés par les circonstances. Elle réunira tous les éléments d'appréciation utiles en vue de conseiller les parties sur la date à laquelle la responsabilité de la gestion technique et opérationnelle pourra être transférée en tout ou en partie à AIR CONGO.



7.3. Pour faciliter l'exécution du programme de sélection et de formation, la SABENA :

- a) délègue à AIR CONGO et aux frais de celle-ci, les personnes qu'elle juge compétentes pour faciliter la réalisation de ce programme, après agrégation de celles-ci par AIR CONGO ;
- b) accepte en stage dans ses installations, notamment dans ses écoles de pilotage et ateliers, des membres du personnel d'AIR CONGO.

Article 8.

Pour l'exécution de la présente convention, les parties se consultent mutuellement en matière d'organisation, d'administration, de financement, de comptabilité, d'opérations aériennes, terrestres et industrielles, d'achat, vente et location d'aéronefs et autres équipements ainsi qu'en matière de programmation des exploitations, ainsi que d'obtention, d'octroi et d'utilisation des droits de trafic en service régulier ou non.

Article 9.

9.1. La SABENA confie à AIR CONGO sa représentation au Congo. AIR CONGO confie à la SABENA sa représentation dans les pays autres que le Congo.

Les parties s'accordent réciproquement de ce chef la qualité d'agent général et les commissions autorisées par l'Association Internationale du Transport Aérien (I.A.T.A.).

9.2. La SABENA et AIR CONGO peuvent cependant toutes deux ouvrir ou maintenir dans les pays ou villes de leur choix tous établissements destinés à la promotion de leurs activités et notamment à la vente de leurs titres de transport.

Article 10.

Aux escales "tête de ligne" au Congo (actuellement Léopoldville, Stanleyville et Elisabethville) et aux escales en dehors du territoire congolais, les prestations d'assistance (ramp et handling) requises par AIR CONGO pourront être fournies par la SABENA ou à son intervention.

Article 11.

11.1. La présente convention entre en vigueur au jour de sa signature.



11.2. La convention est conclue pour une durée initiale de six ans, renouvelable par tacite reconduction pour des périodes de deux en deux ans, sauf préavis signifié par lettre recommandée un an au moins avant l'échéance.

11.3. La commission créée conformément à l'article 7.2 de la présente convention réunira tous les éléments d'appréciation utiles pour conseiller les parties sur les amendements à apporter de commun accord à la présente convention, notamment en vue de l'adapter à l'évolution technique et commerciale des exploitations d'AIR CONGO.

#### Article I2.

AIR CONGO demandera aux autorités compétentes de la République du Congo d'accorder à la SABENA les facilités nécessaires à l'exécution de la présente convention.

Au cas où les autorités congolaises compétentes n'accorderaient pas à la SABENA ou lui retireraient l'autorisation d'exporter du Congo la part des recettes qu'elle y a réalisées et qui lui est nécessaire en devises étrangères pour maintenir ou développer ses activités au Congo, la SABENA pourra, soit suspendre l'exécution de ses obligations envers AIR CONGO, soit résilier ses conventions avec AIR CONGO, dans les deux cas, moyennant un préavis de trente jours donné par lettre recommandée à la poste, et sans que la SABENA soit, de l'un des deux chefs, tenue à une indemnité quelconque.

#### Article I3.

Les droits et obligations découlant de la présente convention ne peuvent pas être cédés, sous quelque forme que ce soit, par une des parties sans le consentement préalable et écrit de l'autre.

#### Article I4.

I4.1. Tout litige qui surgirait entre parties relativement à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera réglé par voie d'arbitrage.

I4.2. Chacune des parties désignera son arbitre dans le mois qui suivra la demande écrite formulée par celle des parties qui aura décidé de recourir à l'arbitrage.

I4.3. A défaut par l'une des parties de désigner son arbitre dans ce délai, il sera suppléé à cette carence par le Président du Tribunal de Première Instance de Léopoldville, qui désignera un arbitre pour représenter la partie défaillante.



I4.4. Les arbitres statueront en appliquant le droit en vigueur au Congo, dans la mesure où il n'y est pas dérogé par les statuts d'AIR CONGO et les conventions des parties.

Ils seront dispensés de respecter les règles de procédure ; la décision arbitrale devra intervenir dans les trois mois de la signature du compromis arbitral.

I4.5. En cas de partage entre les arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le directeur général de l'Association Internationale du Transport Aérien (I.A.T.A.) et statuera à son tour dans les trois mois de sa désignation.

I4.6. La décision des arbitres et tiers arbitres sera définitive et ne pourra être attaquée par aucune voie de droit.

Article I5.

Les questions qui ne sont pas réglées par la présente convention seront résolues en s'inspirant de l'esprit de la convention ainsi qu'il est défini ci-dessus, notamment à l'article 1.

Fait en deux originaux à Léopoldville,  
le

29 JUIN 1961